

Paris, le 15 février 2011

AVEC CAPITAL SANTÉ VOTRE SANTÉ NOURRIT LE GRAND CAPITAL

Le sort vous a peut-être fait figurer dans le panel des élus choisis par Capital Santé pour mesurer les *Risques Psycho Sociaux* (RPS) dans notre ministère. Ne vous précipitez pas pour renvoyer ce questionnaire, il ne servira pas à grand-chose.

Deux mots d'historique pour replacer cette enquête dans son contexte. La fonction publique veut évaluer les RPS dans ses services espérant ainsi échapper à d'éventuelles accusations d'inertie face à la souffrance au travail. Il était temps, le Dagemo répondait aux nombreuses interpellations des représentants du personnel au CHSM qu'il n'y a pas de souffrance dans nos services !

Le ministère de la fonction publique a voulu appliquer dans les administrations le célèbre questionnaire SUMER qui a révélé notamment l'ampleur des dégâts psychologiques parmi les salarié-e-s du secteur privé. Mais seulement le questionnaire, pas l'ensemble de l'enquête qui consiste à confier aux médecins du travail des entretiens médicaux. Faute de médecins de prévention en nombre suffisant nous a-t-on répondu au CHSM de notre ministère.

Le questionnaire a ensuite été confié on ne sait pas trop comment à Capital Santé (pour qui les moyens sont trouvés) qui s'intéresse plus au capital qu'à la santé si on consulte son site internet <http://www.capital-sante.fr/capital-sante/approche-stress-bien-etre-capital-sante.php>.

Lors du CHSM du 9 décembre le Dagemo a présenté le prestataire de service en expliquant les modalités d'envoi et de dépouillement des questionnaires.

**Un panel d'agents reçoit donc ce questionnaire
et nous, nous leur conseillons de ne pas le
remplir et de refuser de participer à ce
simulacre d'enquête sensé mesurer l'état de
santé des agents de notre ministère.**

Sur la question des Risques Psycho-Sociaux (RPS)

Les RPS : C'est une formulation créée dans les milieux de la psychodynamique du travail, par des « sachants » qui ont bien compris l'aubaine financière du mal être

Ces consultants ont même leur meeting : le 02/12/10 se tenait le 2° Congrès national *Mieux vivre en entreprise* avec remise de trophées. Que du beau monde où, si on avait eu assez d'argent pour y aller on aurait pu y rencontrer notre J-D Combrexelle – chef autoproclamé de l'Inspection du Travail - qui n'a ramené aucune récompense.

au travail et qui vendent aux entreprises des enquêtes épidémiologiques, des définitions passe-partout et des solutions pour répondre, non pas aux agressions et aux violences auxquelles sont confrontés les travailleurs (eux disent collaborateurs) sur leurs lieux de travail, mais aux obstacles auxquels sont confrontés les patrons et qui font tâche : l'absentéisme, le turn-over, la perte de productivité, les suicides, la mauvaise presse...

Tout se vend, tout est source de profit, la souffrance au travail est aussi un marché, une profession qui

s'organise¹.

Ces consultants appliquent des théories normées, des bases scientifiques « maison » (le MOSST chez Capital Santé : Mesure Opérationnelle et Scientifique du Stress au Travail bigre ! Ça fait aussi ronflant qu'un BOP chez nous), parfois fondées sur des expériences infligées à des rats de laboratoire pour, dans le meilleur des cas, dire ce qu'on sait déjà et qui ne nécessite pas d'enquête spécifique, sauf que eux le font et le font payer très cher et bien souvent donnent des arguments aux employeurs, DRH, managers... afin qu'ils puissent échapper à la souffrance de leurs travailleurs en leur offrant bon nombre de portes de sortie pour cacher la souffrance au travail derrière les problèmes personnels, la faute au monde moderne, à la *Globalisation*. Certains de ces consultants parviennent même à parler de « stress positif », d'autres, comme Capital Santé, ont l'ambition d'apprendre à gérer le stress, tous apportent des réponses inappropriées en élaborant des groupes de parole, des comités de pilotage, des consultations chez le psy, des séances de massages entre deux appels téléphoniques...

Ces méthodes ont le vent en poupe, l'étude sur les RPS n'est que la réponse patronale aux violences que les entreprises infligent aux travailleurs.

Un p'tit coup de stress ? Vite ma souris et mon clavier ! Je consulte Dr Zen (<http://www.capital-sante.fr/nos-produits-sante-travail/e-learning-docteur-zen.php>) e-learning efficace et ludique des principes de base de la gestion du stress proposé par Capital Santé. Pourvu que l'accès ne soit pas bloqué par l'administrateur réseau qu'on rigole au moins un peu.

¹ cf l'article paru dans Liaisons Sociales de janvier 2011 : « Les experts du stress se déchirent »

Sur l'étude de Capital Santé dans nos services

L'approche « RPS » de notre hiérarchie et de certains syndicats est identique. Nous déplorons que la DAGEMO et Capital Santé aient trouvé un écho auprès d'organisations syndicales de notre ministère, on aurait aimé plus de clairvoyance et nous nous serions sentis moins seuls pour dénoncer une enquête inutile, déjà tardive et qui se refusera de voir les véritables problèmes. Les études dans le privé occultent les questions qui risquent d'ébranler l'organisation du travail pourtant pathogène. La démarche de notre administration est identique : aucune question sur l'évaluation individuelle des performances, on n'interroge pas les agents sur ce qu'ils éprouvent quand ils voient leur emploi supprimé, quand la DGT écrit qu'un Inspecteur du travail est responsable de la section, chargé de la mise en œuvre opérationnelle de la politique du travail, quand tout est organisé pour ignorer ce que les fonctions induisent comme travail et qu'on prescrit des objectifs étrangers aux préoccupations quotidiennes des agents.

Plutôt que de s'intéresser aux vraies questions, Capital Santé préfère demander aux agents s'ils ont des enfants de moins de trois ans, préfère poser des questions sur vos collègues, sur votre état de santé général en vous demandant de préciser si vous avez une maladie d'une durée de plus de six mois. C'est vrai quoi, si vous n'êtes pas en bonne santé ou que vous avez des enfants n'allez pas vous plaindre si votre chef vous colle des objectifs surréalistes, vous évalue, vous demande de faire le grand écart dans votre travail dans des conditions matérielles de plus en plus difficiles !

Ce questionnaire démontre la volonté de ne pas s'attaquer aux sources des problèmes, et il n'expliquera pas les suicides et les tentatives de suicides, les signes de souffrance évidents depuis quelques années.

Au contraire, il permettra d'engager des énièmes discussions, des énièmes groupes de travail, des énièmes calendriers de mises en œuvre, des énièmes rendus de travaux en CHSM et pendant ce temps là les agents continueront à être ensardinés dans des bureaux toujours plus petits, les départs ne seront pas remplacés, les objectifs et les indicateurs pleuvront comme les injonctions sous-entendues, le nœud coulant de la hiérarchie se serrera cran par cran à chaque note de la DGT, le principe même du service public sera jeté aux orties, la majorité présidentielle et ses médias continueront à culpabiliser les fonctionnaires sur leurs soi-disant privilèges, les agents sous statuts précaires continueront à craindre l'arbitraire du Seigneur de service...

Participer à ce questionnaire aidera l'administration à échapper à ses responsabilités, elle lui évitera de parler de harcèlement moral institutionnel et lui offrira des arguments à opposer aux agents lorsqu'ils se plaindront de l'organisation du travail qu'on leur fera subir. Ce questionnaire ne vous sauvera pas de la RGPP, de la mobilité, de la casse du statut, de votre précarité, de l'évaluation et des entretiens professionnels, de la rémunération à la performance, des plans, indicateurs, BOP, RUT, du recul du départ en retraite...

NOUS APPELONS DONC NOS COLLÈGUES À NE PAS COOPÉRER